L'industrie française de l'armement, par PIERRE DUSSAUGE. — Paris, Économica, 1985, 179 p.

Erik Poole

Volume 64, numéro 1, mars 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601441ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601441ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poole, E. (1988). Compte rendu de [*L'industrie française de l'armement*, par PIERRE DUSSAUGE. — Paris, Économica, 1985, 179 p.] *L'Actualité économique*, 64(1), 136–137. <https://doi.org/10.7202/601441ar>

*Comptes rendus**

L'industrie française de l'armement, par PIERRE DUSSAUGE. — Paris, Économica, 1985, 179 pages.

Ce livre a été écrit afin d'expliquer le « miracle » de l'industrie française de l'armement et pour indiquer comment on peut en améliorer la performance par l'analyse des points forts et des faiblesses de ce secteur caractérisé par l'absence de concurrence. Il cherche aussi à voir si le « modèle » de l'armement peut être appliqué ailleurs dans d'autres secteurs de haute technologie.

L'auteur est professeur en stratégie et politique d'entreprise, ainsi que spécialiste de la stratégie des entreprises dans les secteurs à technologie de pointe. Il chante des louanges d'une industrie qui, à cause de l'efficacité de ses produits et de l'absence de conditions diplomatiques, voire de conditions de vente, a permis à la France de se hisser au rang du troisième plus grand exportateur d'armes, après les deux grandes superpuissances. Le succès de cette industrie s'explique par le développement des exportations vers le Tiers Monde, qui a absorbé de 75 à 80 % des transferts d'armes pendant les années 70. La clé de la réussite semble être l'intervention massive de l'État français en tant qu'acheteur unique, concepteur et parfois fabricant, principalement par le biais de la Délégation générale pour l'armement (D.G.A.).

Le profil de l'industrie militaire française ressemble à celui des industries militaires des autres grands pays industrialisés. Chaque entreprise tend à se tailler une place dans ce marché domestique sans concurrence. L'impératif de rester technologiquement compétitif par rapport au marché international règne sur tout, la minimisation des coûts n'étant qu'un facteur secondaire par rapport à la maximisation de la performance. L'État garantit l'achat d'une production minimale et la quasi-totalité des dépenses en recherche-développement-essais (RDE).

Près du tiers du budget de l'État consacré à la RDE est militaire, comprenant environ 20 % de tout la RDE en France. Dussauge mentionne la difficulté de mesurer les retombées civiles des RDE militaires ; il fournit tout de même un tableau impressionnant des innovations militaires et de leurs applications civiles. L'auteur explique de quelle façon se produit la synergie entre production militaire et civile et comment la spécificité des produits militaires pourrait limiter cette synergie. Pierre Dussauge suggère une meilleure comptabilisation de la contribution

* Cette section est sous la responsabilité de MM. Serge Coulombe et Marc Lavoie, professeurs à l'Université d'Ottawa.

financière de l'État dans le développement de certains produits militaires et de leurs retombées civiles.

L'originalité du livre réside dans l'analyse stratégique du secteur de production militaire et des quatre principales sociétés du même secteur. L'auteur se sert d'une synthèse des modèles de plusieurs matrices stratégiques, dont celui du Boston Consulting Group. Sa grille d'analyse inclut la valeur du secteur, son taux de croissance, la part du secteur retenue par la firme, le portefeuille de la firme et plusieurs autres facteurs.

Il conclut que ce secteur est une « vedette », à cause de sa croissance et sa vitalité en général, et est une « vache à lait » sur le plan financier, c'est-à-dire que les profits peuvent être réinvestis dans la production civile ou la production d'autres biens militaires. Au niveau des entreprises examinées, il fait ressortir la diversité des entreprises qui composent le secteur de l'armement et la diversité de l'impact des activités militaires sur la stratégie des entreprises du secteur. Dussauge croit que ses conclusions peuvent aider l'État à mieux gérer ses relations avec les entreprises, afin d'éviter le gaspillage et d'améliorer le rendement.

Dans le dernier chapitre l'auteur examine la dimension relationnelle, c'est-à-dire, les liens personnels entre les cadres du complexe militaro-industriel et les relations diplomatiques qui peuvent garantir certaines ventes et écarter la concurrence.

C'est un livre à lire pour ceux qui s'intéressent aux aspects économiques des dépenses militaires ou ceux qui cherchent à rationaliser la production militaire. Le livre demeure important malgré le fait que les exportations françaises en matière de l'armement aient chuté depuis 1985, que ce pays ne se retrouve aujourd'hui 5^{me} exportateur d'armes mondial, et qu'il ait eu des mises à pied massives dans certaines entreprises. Mises à part ces remarques sur la conjoncture, nous pouvons formuler quelques reproches. D'abord l'auteur suppose implicitement que le 4,1 % du produit national brut français consacré au budget militaire n'est pas gaspillé et que le complexe militaro-industriel ne crée pas ses propres débouchés domestiques. Il semble ignorer un éventail d'études quantitatives démontrant pour la plupart l'impact économique négatif des dépenses militaires par rapport aux autres dépenses gouvernementales. Par ailleurs, l'auteur ne fournit ni données, ni indications où trouver ces données, qui permettraient la vérification de son analyse stratégique.

Finalement, l'analyse de la capacité de l'industrie à répondre aux besoins en temps de guerre paraît un peu irréaliste. La prochaine guerre en Europe durera vraisemblablement peu de temps et connaîtra un dénouement bien avant que la France puisse se rééquiper.

Erik POOLE
Département d'économie
Université Laval (Québec)